

éditorial

CETTE fois, ça y est. Tous les sujets importants sont « sortis » dans le débat sur l'actualisation du Programme commun. Les cinq « questions clés », sur lesquelles nous avons centré notre Congrès de Strasbourg, sont maintenant dans le domaine public. Successivement : les nationalisations, la politique sociale, les institutions, le nucléaire et enfin la politique internationale et de défense.

Sur ce dernier point, la polémique en cours relève de tout autre chose que de considérations sur l'effet que produisent les vacances sur les humeurs respectives de Marchais et de Mitterrand. Il s'agit d'un véritable débat de fond, comme en témoignent les derniers échanges. Mais où les partenaires, s'ils campent sur leurs positions et poursuivent jusqu'au bout leur logique, risquent fort de s'enliser. Et il est difficile d'imaginer quelques compromis si l'on en reste aux formulations actuelles.

La seule issue résiderait dans la définition d'une politique qui combine deux principes apparemment contradictoires dans l'état actuel du débat, et pourtant indispensables l'un et l'autre : 1° dans une période transitoire, la question de l'« indépendance nationale » se posera bel et bien, non en termes chauvins, mais de défense des acquis des travailleurs et de leur capacité d'entraînement ailleurs, et en donnant à l'adjectif « nationale » un sens pluriel (les Nations et non l'abstraction hexagonale) ; 2° cette indépendance, si du moins son contenu est bien de protéger la marche vers le socialisme, ne sera pas garantie par une force nucléaire.

Ces principes sont apparemment contradictoires, puisque toute faiblesse du PS à l'égard de la force de frappe est considérée par le PCF comme le début de l'acceptation de l'hégémonie américaine ; non sans raisons en ce qui concerne une partie (mais une partie seulement, pour tout compliquer) des antinucléaires du PS. Et Mitterrand répond, symétriquement, que « les socialistes ne veulent pas tromper les Français en leur faisant croire que l'arme nucléaire est une arme magique qui assure, à elle seule, leur protection en dehors de toute alliance »... et du même coup valorise l'alliance atlantique.

LA contradiction semble ainsi bien nouée. Nationalisme contre atlantisme. Seulement, les uns et les autres se prennent les

pieds dans leur propre logique.

Dans son désir de rester cohérent, sinon avec ses positions antérieures, du moins avec un profond sentiment populaire, le PCF met d'énormes verrous à la stratégie nucléaire : pas de stratégie « anticités » (alors que pour une puissance moyenne comme la France, il n'y a de dissuasion que si l'on pratique l'ignoble chantage à la destruction de populations civiles) ; collégialité de la décision d'appuyer sur le bouton (s'il faut saluer l'introduction de la collégialité... son premier point d'application est pour le moins étrange) ; règle du « non-emploi en premier ». Mitterrand n'a pas tort de noter que de telles dispositions annulent l'effet de dissuasion.

Mais, dans son élan critique, il pourrait faire remarquer que toute puissance nucléaire de second rang est nécessairement l'enjeu d'un contrôle par les puissances de premier ordre et qu'ainsi l'indépendance se trouve encore plus menacée. Il aurait même pu rappeler qu'aucune victoire anti-impérialiste n'a été obtenue par usage de la force nucléaire, et qu'on peut se demander ce qu'il serait advenu du peuple vietnamien s'il avait été en mesure d'en faire usage. Il aurait enfin pu noter que l'intégration dans l'alliance atlantique, même séparée de l'organisation militaire, combinée ne serait-ce qu'avec l'actuelle force de frappe (c'est-à-dire la position actuelle du Programme commun) implique des procédures dites par euphémisme de « concertation », mais en fait de soumission ; et se souvenir du rôle joué récemment par l'alliance un peu partout où les peuples ont commencé à bouger. Mais il ne le dit pas. Il esquive la question de la défense européenne, et cela pour une bonne raison : il n'envisage pas de changement dans la position de la France à l'intérieur du système occidental.

« Quelle autre alliance propose-t-on ? » demande-t-il d'un air faussement naïf, comme si l'on pouvait sérieusement imaginer qu'au lieu de l'Alliance atlantique, quelqu'un propose l'entrée dans le pacte de Varsovie ! Comme s'il n'y avait pas une troisième possibilité, dont l'idée chemine y compris dans les rangs du PS, et que nous ne cessons de faire avancer : celle de la constitution d'un bloc anti-impérialiste dont le conflit égypto-libyen a montré l'urgente nécessité. Mais de ça, le PCF ne parle pas non plus, se contentant de dire qu'on restera dans l'alliance atlantique tout en

œuvrant au démantèlement des blocs. Tous seuls ?
Et ceux qui ne suivront pas, on les menacera avec
nos Pluton ?

ON peut ainsi s'enfoncer dans une tragique
absurdité, si on ne replace pas le débat sur
ses vraies bases. La question est de savoir
si nous engageons une démarche populaire de
masse pour construire le socialisme. Si oui, alors
point besoin de se torturer l'esprit afin de savoir
si on peut le faire sans nucléaire. Car on ne le fera
pas avec nucléaire, ni militaire, ni civil d'ailleurs,
est-il besoin de le redire après Malville. Non
seulement le nucléaire ne nous protégera pas,
non seulement il entraîne avec lui un système de
décision, de commandements, de contrôle de la
société civile rigoureusement contradictoire avec
l'autogestion (même « nationale d'ensemble »...)
mais pour comble, en misant tout sur les proces-
sus techniques et non sur l'action des hommes, il
est fondamentalement démobilisateur.

L'indépendance des travailleurs, on la voit

beaucoup mieux défendue à Lip — dont le main-
tien en activité est une pièce essentielle de la
résistance de tout un secteur industriel aux mul-
tinationales — et au Larzac — où des paysans
mobilisés en permanence tiennent tête à la force
armée pour protéger un territoire qui est aussi
leur instrument de travail. La meilleure défense,
c'est celle des travailleurs organisés pour lutter.

Un référendum sur l'organisation d'une dé-
fense nationale populaire et sur l'énergie, pour-
quoi pas ! Mais à condition qu'il soit dit claire-
ment, dès maintenant, que les travailleurs ne
remettront pas leur pouvoir à quelque maréchal
des neutrons, ni ne le rendront à la bourgeoisie
par social-démocratie à l'allemande interposée.
En dernière analyse, à condition que la gauche
s'accorde, dès maintenant, pour garantir l'auto-
nomie de décision du peuple français.

Michel MOUSEL ■